

Le coût des présidentielles

lundi 21 janvier 2008, par [LCR \(France\)](#) (Date de rédaction antérieure : 18 janvier 2008).

La commission nationale des comptes de campagne (CNCCFP) a rendu sa copie sur les dépenses de chaque candidat à l'élection présidentielle. De nombreux articles de presse sont sortis sur le sujet. François Koch, pour *l'Express*, s'est livré à une analyse du rapport. Selon lui, « *les chiffres sont cruels* ». La campagne Besancenot « *apparaît comme onze fois plus rentable que celle de la communiste Marie-George Buffet, si l'on observe le coût de chaque voix obtenue : 0,61 euros pour le postier et 6,81 euros pour la députée de Seine-Saint-Denis. C'est la patronne du PCF qui a mené la campagne la plus chère. Chaque voix a coûté à Marie-George Buffet 6,81 euros. Nicolas Sarkozy a été parmi les plus rentables, avec 1,83 euro par suffrage* ». Plus rentable certes. Mais aussi le plus cher de tous. 22 fois plus dépensier que la LCR.

Il faut dire que nous n'avons pas « *des frais de maquillage* » à hauteur de « *35 000 euros* », comme l'a indiqué le compte déposé pour Sarkozy par Woerth. Ni des frais « *d'appareils de contre espionnage* » comme Ségolène Royal à hauteur de 53 581 euros ! Cela montre que nous ne jouons pas dans la même division. D'ailleurs nous ne jouons pas le même jeu que Royal et Sarkozy. Et nous en sommes plutôt fiers à vrai dire...

L'AFP note quant à elle que « *le seul compte « approuvé purement et simplement » par la commission est celui d'Olivier Besancenot, les autres comptes de campagne ayant dû subir des « réformations », c'est-à-dire des corrections.* ». Qui a dit que nous étions de piètres gestionnaires ?

Sarkozy-Royal : des comptes de campagne trop... maquillés ?

Le diable est dans les détails. Pour valider les comptes des douze candidat à l'élection présidentielle, la Commission nationale des financement politiques a passé au peigne fin leurs dépenses. Parfois sans lien évident avec le scrutin, comme les frais faramineux de coiffure ou de maquillage de Ségolène Royal et de Nicolas Sarkozy. La commission a ainsi jugé « *manifestement excessifs* » les 34 445 euros de frais de maquillage figurant aux comptes de campagne du chef de l'Etat.

Résultat, elle n'a accepté de les prendre en compte dans le remboursement accordé au candidat que pour le tiers de leur valeur. Même constat et même punition pour les 51 659 euros de maquillage et de coiffure figurant dans le compte de campagne de la candidate socialiste, eux aussi jugés « *excessifs* », et ramenés à 17 220 euros dans les dépenses donnant lieu à remboursement. Ces sommes représentent des gouttes d'eau dans les dépenses totales engagées par les deux finalistes : 20,962 millions d'euros pour Nicolas Sarkozy contre 20,615 millions pour la candidate socialiste.

* *Service politique, Libération du S. Pol. samedi 19 janvier 2008.*

Validation des comptes de campagne présidentielle

Pour la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP), l'année électorale s'achève enfin. François Logerot, son président magistrat à la Cour des comptes, a fini d'éplucher les bilans comptables des douze candidats à la présidentielle qui devaient présenter leurs livres de dépenses et de recettes à cette commission avant le 6 juillet. La commission disposait alors de six mois pour remplir son office.

« *Aucun compte d'un candidat à la présidentielle n'a été rejeté* », a indiqué, hier, François Logerot. Parmi les prétendants à l'Elysée, le candidat de la LCR, Olivier Besancenot décroche la palme du bon élève puisque ses comptes ont été approuvés « *purement et simplement* », sans demandes de « réformations », c'est-à-dire sans exigences de corrections ou d'informations complémentaires. Seuls quatre candidats ayant dépassé la barre des 5 % (Nicolas Sarkozy, Ségolène Royal, François Bayrou et Jean-Marie Le Pen) seront remboursés de leurs frais de campagne [1] pour un total de 46 millions d'euros. Au total, les douze candidats auront dépensé environ 76 millions d'euros.

* C. F. Paru dans *Libération* du vendredi 18 janvier 2008

[1] Sauf la somme forfaitaire accordée à tous les candidats validés.